



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

SERVICES D'ASSURANCES POUR L'ENSAM CL25.42-1

LOT N°1

ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE ET GARANTIES COMPLEMENTAIRES » APPLICABLE A L'OPERATION DE CONSTRUCTION SUIVANTE

TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA RESIDENCE UNIVERSITAIRE A CLUNY

PROCEDURE ADAPTEE

Selon les articles L. 2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7
du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

Les dispositions concernant le LOT N°1

Assurance « **DOMMAGES OUVRAGE** » sont présentées de la façon suivante :

- **RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION DE CONSTRUCTION**
- **CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES**
- **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**
- **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**
- **ACTE D'ENGAGEMENT**

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION DE CONSTRUCTION

Les renseignements ci-après ne peuvent être considérés comme constituant une liste exhaustive des différents éléments constituant l'opération de construction. Ils représentent une base générale d'informations permettant d'apprécier les caractéristiques de l'opération de construction dans ses grandes lignes.

Les assureurs conservent la faculté d'obtenir tous renseignements complémentaires qui leur sembleraient utiles

1-MAITRISE D'OUVRAGE :

- Désignation - adresse :

ENSAM
151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS

- Qualité : l'Etat est propriétaire – l'ENSAM est affectataire

Le maître d'ouvrage ne participe pas à l'opération de construction

2-EFFET ET DUREE DES TRAVAUX :

- Permis de construire N° PC : Il s'agit d'une autorisation de modifier un ERP N° AT 71137 24 S0005
Délivrée le 28/11/2024
Par Madame le Maire de CLUNY
- Date de la DOC (Date réglementaire d'ouverture de chantier) : pas encore fixée
- Date de début des travaux : Réunion de démarrage planifiée au lundi 7/04/2025
- Planning de l'opération : planning OPC joint
- Date prévue d'achèvement des travaux : Initialement prévue pour rentrée 2026 – 4^e trimestre 2026

3-INTERVENANTS A L'OPERATION DE CONSTRUCTION :

La MOA est assurée par l'ENSAM

- **MAITRISE D'ŒUVRE**

Désignation – adresse :

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le cabinet 2BDM, M. l'Architecte en Chef des Monuments Historiques – M. Frédéric Didier et le BET PROJELEC.

2BDM : 60-62 RUE D'HAUTEVILLE 75010 PARIS

PROJELEC : 14 RUE TILLADET 71003 MACON

Description des missions :

- AVP
- PRO-DCE
- ACT
- VISA
- DET
- SYN
- CSSI
- AOR

- **CONTROLE TECHNIQUE**

Désignation – adresse :

ALPES CONTROLES

THIERRY CECILLON

12 RUE ALFRED KASTLER

71 100 CHALON SUR SAONE

Description des missions :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
S	Sécurité des personnes dans les constructions
SEI	Sécurité dans les immeubles recevant du public ERP
LE	Solidité des existants
HAND + Att	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

- **MISSION SPS (Sécurité et protection de la santé)**

Désignation – adresse :

BUREAU VERITAS

STEPHANE CHATEAU

4 RUE GABRIEL LIPPMAN

71100 CHALON SUR SAONE

Description des missions :

Mission réglementaire de CSPS

- **BET SSI** (Systèmes de sécurité incendie)

Désignation – adresse :

Intégrée dans mission MOE :

PROJELEC

14 RUE TILLADET

71003 MACON

4- MONTANT DE L'OPERATION :

- Coût prévisionnel des travaux : 2 801 726 € TTC (TVA à 10%) Pour la tranche ferme

Mais il n'est pas possible d'indiquer dès à présent les tranches optionnelles qui seront affermies : il faudra prévoir un ajustement de l'assiette en cours de chantier ou à la fin.

- Honoraires

▪ Pilotage OPC :	47 400 € TTC
▪ Architecte :	332 378 € TTC
▪ Bureaux d'études :	45 960 € TTC
<i>(TVA MOE archi et BE actuellement à 20% mais va être abaissé à 10% suite à la notification des marchés travaux)</i>	
▪ Contrôleur technique	17 341 € TTC
▪ Mission SSI	intégrée dans MOE BE
▪ Mission SPS	13 440 € TTC

- Coût total prévisionnel de l'opération : *Actuellement* 3 258 245 € TTC

Travaux hors assiette à déduire :

Lot démolition	92 091 € TTC
Lot mobilier	60 461 € TTC

- **Coût assiette de l'opération :** ***Actuellement* 3 105 693 € TTC**

5-DESCRIPTION DE L'OPERATION :

- Description sommaire de la construction à assurer :
Restructuration de la résidence universitaire située dans l'Abbaye de Cluny : aile Nord et bâtiment annexe.
- Adresse :
CAMPUS ENSAM
RUE PORTE DE PARIS
71250 CLUNY
- L'ouvrage n'est pas susceptible de faire l'objet d'un transfert de propriété au cours des 10 années suivant sa réception
- Désignation : Habitat collectif
- Superficie au sol : surface impactée par le projet 1 188 m² intérieur (aile nord et annexe R+1 et R+2)
- Etude de sol : NON
- Zone inondable : NON
- Présence d'eau dans le sol (remontées de nappes...) : NON
- Terrain en pente : NON
- Il s'agit de travaux sur existants
- **Description sommaire des travaux sur existants :**
Restructuration de la résidence universitaire située dans l'Abbaye de Cluny : aile Nord et bâtiment annexe.
- Les structures porteuses horizontales et/ ou verticales des existants ne sont pas modifiées par les travaux neufs.
- Nature des travaux sur existants :
 - Aménagement : OUI
 - Etanchéité des toitures : OUI
 - L'isolation thermique : OUI / Isolation des murs des façades en intérieur

6-RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

- Fondations
 - Fondation en pierres
- Ossature
 - Charpente bois : OUI
 - Nature des parois : maçonnerie de pierres
 - Nature des planchers : bois sur voutes en pierres
- Façades
 - Porteuses : OUI
 - Autres : maçonnerie de pierres
- Menuiseries
 - Bois : OUI
- Couverture
 - Cuivre pour les descentes et chéneaux
- Travaux de démolition : OUI
- Pas de travaux de construction

7-LISTE DES PRINCIPALES ENTREPRISES INTERVENANT SUR LE CHANTIER

NATURE DES TRAVAUX	ENTREPRISES (GROUPEMENTS ET SOUS TRAITANTS)	MONTANT TTC DES TRAVAUX (Montants estimatifs)
MAITRISE D'ŒUVRE Compris MISSIONS SSI Compris BUREAU D'ETUDES	2BDM PROJELEC	332 378 45 960
MISSION CT	ALPES CONTROLE	17 341
OPC	TEAM INGENIERIE	47 400
LOT 1 DÉMOLITION - CURAGE Tranche ferme	EXADEM	92 091
LOT 2 GROS ŒUVRE - MAÇONNERIE - PIERRE DE TAILLE Tranche ferme	DEMARS	247 899
LOT 3 CHARPENTE - COUVERTURE Tranche ferme	PATEU & ROBERT	181 442
LOT 4 MENUISERIES EXTÉRIEURES Tranche ferme	ATELIER SAINT JOSEPH	271 926
LOT 5 CHARPENTE MÉTALLIQUE - SERRURERIE Tranche ferme	SAM	499 665
LOT 6 PLÂTRERIE - MENUISERIES INTÉRIEURES Tranche ferme	BONGLET	587 632
LOT 7 REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES - FAÏENCES Tranche ferme	REVERSO	72 984
LOT 8 PEINTURE Tranche ferme	BONGLET	127 024
LOT 9 MOBILIERS Tranche ferme	HOUSSARD	60 461
LOT 10 ELEC CFO CFA Tranche ferme	SNEE	222 005
LOT 11 CVC Tranche ferme	ENGO BOURGOGNE	243 313
LOT 12 PLOMBERIE SANITAIRES Tranche ferme	SANICONFORT	195 279

8-PIECES JOINTES EN ANNEXE AU DOSSIER

- Rapport initial du contrôleur technique
- Contrat de maîtrise d'œuvre
- Jeu de plans (coupes, façades, masse, situation)
- Convention de contrôle technique
- Cahier des charges des Lots GROS ŒUVRE – FONDATIONS – ETANCHEITE – COUVERTURE – MENUISERIE
- Attestations d'assurance Décennale : Contrôleur technique 2025 / Maître d'œuvre 2025 / Bureau d'études 2025
Entreprises intervenant sur le chantier : 2025

CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES

ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE

La garantie de l'assureur est accordée dans les conditions prévues aux articles 1 à 2 détaillés ci-après pour autant qu'il en soit fait en mention au CCTP :

ARTICLE 1

ASSURANCE DES DOMMAGES A L'OUVRAGE

ARTICLE 2

ASSURANCE DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 1

ASSURANCE DES DOMMAGES A L'OUVRAGE

ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE »

1.1 ASSURES

- Le souscripteur
- Le maître d'ouvrage
- Les propriétaires successifs de l'opération de construction

1.2 OBJET DE LA GARANTIE

Sont notamment garantis, en dehors de toute recherche de responsabilité et sur la base de l'article L 242-1 du Code des assurances, le paiement des travaux de réparation des dommages affectant l'ouvrage réalisé (y compris les ouvrages existants incorporés dans l'ouvrage neuf et en deviennent techniquement indivisibles) qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction
- Affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant ainsi impropres à leur destination
- Affectent la solidité d'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

1.3 EXCLUSIONS

Sont applicables les seules exclusions d'ordre légal formulées par l'article A 243- 1 du code des assurances

ARTICLE 2

ASSURANCE DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES

2.1 GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement des éléments dissociables visée à l'article 1792-3 du Code Civil lorsqu'ils sont inaptes à remplir leurs fonctions.

L'indemnité due sera versée au bénéfice du souscripteur et des propriétaires successifs de l'opération de construction.

EXCLUSIONS

- **Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultants :**
 - Du fait intentionnel ou du dol du Souscripteur ou de l'assuré,
 - Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal,
 - D'économies abusives imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et / ou procédés de construction et qui sont à l'origine des dommages,
 - De la non prise en compte des réserves techniques précises notifiées en temps opportun et au plus tard à la réception des travaux, à l'Assuré, par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et les importateurs, le contrôleur technique,
 - D'une cause étrangère, et notamment :
 - Directement ou indirectement, d'un incendie ou d'une explosion, sauf si l'incendie ou l'explosion sont la conséquence d'un sinistre couvert par le présent contrat,
 - De trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique,
 - De faits de guerre étrangère,
 - De faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'action concertées de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève et de lock-out ayant le caractère de cause étrangère,
 - Des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutations de noyaux d'atome ou de radioactivité, ainsi que des effets des radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.

2.2 DOMMAGES IMMATERIELS

Dommmages immatériels subis par le ou les propriétaires de la construction et/ou le ou les occupants résultant directement d'un dommage garanti survenu après la réception en vertu des articles 1 et 2.1 du CCTG.

2.3 DOMMAGES AUX EXISTANTS (NON VISES PAR L'ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE »)

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels causés aux parties existantes de la construction ne présentant techniquement aucun caractère d'indivisibilité au plan matériel.

Les dommages causés doivent compromettre la solidité des parties anciennes de la construction ou les rendre impropres à sa destination et doivent être la conséquence directe des travaux neufs objets de l'opération de construction.

Par « existants », il faut entendre les parties anciennes de la construction existant avant l'ouverture du chantier, sur, sous ou dans laquelle sont exécutés les travaux de construction qui ne sont pas totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et / ou en sont techniquement divisibles.

Par « réparation », il faut entendre le coût des travaux de remise en état des existants y compris les frais de démolition, de déblaiement, de dépose et de démontage.

Cette assurance « dommages aux existants » est étendue à la garantie complémentaire prévue à l'article 2.2 ci-dessus.

EXCLUSIONS

- **Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultant :**
 - Du fait intentionnel ou du dol du Souscripteur ou de l'assuré,
 - Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal
 - D'une cause étrangère, et notamment :
 - Directement ou indirectement, d'un incendie ou d'une explosion, sauf si l'incendie ou l'explosion sont la conséquence d'un sinistre couvert par le présent contrat,
 - De trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique,
 - De faits de guerre étrangère,
 - De faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'action concertées de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève et de lock-out ayant le caractère de cause étrangère,

- Des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutations de noyaux d'atome ou de radioactivité, ainsi que des effets des radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.

- **Sont en outre exclus des garanties :**

- Les appareils et équipements ménagers ou domestiques,
- Les éléments d'équipement d'un ouvrage au sens des articles 1792 et suivants du code civil dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage.

Charge de la preuve

Il appartient à l'Assuré de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère. Dans tous les autres cas, la charge de la preuve nécessaire à la mise en jeu des exclusions incombe à l'Assureur.

DEFINITIONS

Pour l'application des garanties, on entend par :

- **ASSURE :**

L'ENSAM et/ou toute autre personne désignée au C.C.A.P.

- **ASSUREUR :**

L'assureur auprès duquel a été souscrit le contrat.

- **AUTRUI OU TIERS :**

Toute personne autre que les préposés et salariés de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents de travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient.

- **CODE :**

Le Code des Assurances.

- **PERSONNE MORALE SOUSCRIPTRICE :**

La Personne morale désignée au C.C.A.P. qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à régler les primes.

- **DOMMAGES CORPORELS :**

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

- **DOMMAGES MATERIELS :**

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

- **DOMMAGES IMMATERIELS :**

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

- **EXISTANTS INDIVISIBLES :**

Parties anciennes de la construction existant avant les travaux sur, sous ou dans lesquels sont exécutés les travaux faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, ils en deviennent techniquement indivisibles (leur dépose, leur démontage ou leur remplacement ne peuvent s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage).

- **EXISTANTS NON INDIVISIBLES :**

Parties anciennes de la construction existant avant l'ouverture du chantier, sur, sous ou dans laquelle sont exécutés les travaux de construction qui ne sont pas totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et / ou en sont techniquement divisibles

- **FAIT GENERATEUR :**

L'acte, l'action, l'inaction de l'assuré, le fonctionnement, le non fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par l'assuré et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

- **FRANCHISE :**

La part du préjudice restant à la charge de l'assuré dans le règlement d'un sinistre.

- **INDICE :**

L'indice du prix de la construction publié par la Fédération Française du Bâtiment et des activités annexes (FFB) (Fédération Française du Bâtiment) ou à défaut par l'organisme qui lui serait substitué.

- **X FOIS L'INDICE :**

x fois la valeur en euros du dernier indice FFB publié au jour du sinistre.

- **OBJETS CONFIES :**

Biens meubles appartenant à des tiers, confiés à l'Assuré, pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature (sauf utilisation pour les besoins propres de l'Assuré).

- **SINISTRE :**

Toutes les conséquences dommageables d'un même événement ou fait générateur susceptible d'entraîner l'application de la garantie demandée. Constituent un seul et même sinistre, les réclamations ayant pour origine un même événement.

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

L'assureur accepte dans leur intégralité les dispositions prévues aux conditions générales de garanties

Les clauses ci-après viennent compléter ou modifier, pour ce qu'elles ont de différent, les dispositions des conditions générales de garanties

ARTICLE 1

NOTION D'ASSURE

Il est entendu que l'Etat et l'ENSAM, « affectataire », bénéficient de la qualité d'assurés pour l'application des garanties

ARTICLE 2

NATURE – MONTANTS DES GARANTIES - FRANCHISE

La garantie s'exercera de la manière suivante :

- Une formule de base détaillée à l'article 1 des conditions générales de garanties

SOLUTION DE BASE

ASSURANCE DOMMAGES A L'OUVRAGE (ART 1 des conditions générales de garanties)

La garantie devra être accordée suivant le montant ci-après (04/2025)

Il est convenu que ce montant est revalorisé tout au long de l'application de la garantie pour tenir compte de l'évolution générale des coûts de construction entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre

Coût estimatif TTC de l'opération (Honoraires compris) : **3 105 693 €**

Franchise par sinistre : Néant

GARANTIES COMPLEMENTAIRES (ART 2 des conditions générales de garanties)

- **ASSURANCE DES DOMMAGES MATÉRIELS** (Garantie de bon fonctionnement selon l'article 2.1 des conditions générales de garanties)

Montant de la garantie : **650 000 € épuisables.**

Franchise par sinistre : Néant

- **ASSURANCE DES DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS** (selon l'article 2.2 des conditions générales de garanties)

Montant de la garantie : **650 000 € épuisables.**

Franchise par sinistre : Néant

- **ASSURANCE DES EXISTANTS** (non visés par la garantie « dommages ouvrage » selon l'article 2.3 des conditions générales de garanties)

Montant de la garantie : **650 000 € épuisables.**

Franchise par sinistre : Néant

ARTICLE 3

DECOMPTE DEFINITIF

Le montant de certains lots pouvant comporter des opérations non soumises à responsabilité décennale, l'assureur s'engage, au moment de la régularisation de la prime et à partir du décompte définitif des travaux, à soustraire de l'assiette le coût de ces opérations.

ARTICLE 4

VALIDITE DES ATTESTATIONS DECENNALE

L'assureur s'engage, dans son offre, à considérer comme date d'ouverture du chantier soit la date de la DOC, soit le commencement effectif des travaux confiés aux différents intervenants à l'opération de construction et à considérer comme valides les attestations de responsabilité décennale fournies par ces derniers et portant l'une ou l'autre de ces dates compte tenu de la nature de leurs prestations.

ARTICLE 5

INDEMNISATION

Les garanties figurant au CCTG et au CCTP devront être délivrées à hauteur du coût des travaux de réparation de l'ouvrage

ARTICLE 6

DISPOSITIONS DIVERSES

Il est entendu que l'assiette de tarification provisionnelle est éventuellement appelée à être modifiée (attribution partielle des lots, ajustement des marchés...).

Le candidat devra prendre l'engagement de ne pas faire varier les taux de prime proposés dans l'acte d'engagement en fonction du montant des marchés faisant l'objet d'une attribution ultérieure.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

PROCEDURE ADAPTEE

Selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2

COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 4

PRESENTATION DE LA CONSULTATION

ARTICLE 5

PRISE D'EFFET DU MARCHE – DUREE – RESILIATION

ARTICLE 6

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHE

ARTICLE 7

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

ARTICLE 8

ETABLISSEMENT DU CONTRAT

ARTICLE 9

SINISTRES

ARTICLE 10

PROTECTION DES DONNEES

ARTICLE 1

OBJET DE LA CONSULTATION

L'ENSAM procède à une consultation en vue de mettre en place un contrat d'assurance « DOMMAGES OUVRAGE et GARANTIES COMPLEMENTAIRES » destiné aux TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA RESIDENCE UNIVERSITAIRE A CLUNY.

ARTICLE 2

COLLECTIVITE SOUSCRIPTRICE

ENSAM

Représentée par son Directeur en exercice

151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75 013 PARIS

ARTICLE 3

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Les conditions générales de garanties
- Le descriptif de l'opération
- Le code des Assurances

ARTICLE 4

PRESENTATION DE LA CONSULTATION

Règlement général de la consultation

Le soumissionnaire devra respecter les dispositions contenues dans ce document qui fait partie intégrante du dossier de consultation.

Contrat en cours

L'ENSAM n'est pas titulaire d'un contrat garantissant totalement ou partiellement les risques mentionnés à l'article 1 du C.C.A.P.

🔄 Éléments d'appréciation

L'Assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante du risque présenté par l'ENSAM et reçu tous les éléments d'information nécessaires à l'établissement d'un projet de contrat, en adéquation avec les préconisations du présent cahier des charges.

Il s'engage aussi à vérifier et à considérer comme valides, au moment de son offre, les pièces remises par le maître de l'ouvrage.

En cas de sinistre, l'Assureur renonce à se prévaloir d'une erreur dans la nature et/ou la désignation des risques

ARTICLE 5

PRISE D'EFFET DU MARCHÉ – DUREE – RESILIATION

🔄 Prise d'effet du marché - durée des garanties « DOMMAGES OUVRAGE – DOMMAGES IMMATERIELS – DOMMAGES AUX EXISTANTS » définies aux articles 1 et 2 des conditions générales de garanties :

La période de garantie commence au plus tôt, à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise :

Avant réception lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations.

Après réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé lors de la mise en demeure.

Après réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement pour l'application des garanties « DOMMAGES IMMATERIELS »

🔄 Prise d'effet du marché - durée de la garantie « BON FONCTIONNEMENT » définies à l'article 2 des conditions générales de garanties :

La période de garantie **commence** au plus tôt à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement définie à l'article 1792-6 du Code civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la réception.

Toutefois, la garantie est acquise pendant le délai de garantie de parfait achèvement lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations dans le délai fixé lors de la mise en demeure.

➡ Résiliation

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements mentionnés dans le Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-4 ou D 8222-8 du Code du travail conformément au Code de la Commande Publique (pièces à produire par les candidats), la résiliation du marché se fera aux torts exclusifs du co-contractant de la personne publique.

ARTICLE 6

DETERMINATION DU PRIX DU MARCHÉ

➡ Le cahier des charges

L'Assureur est considéré comme ayant accepté dans son intégralité l'ensemble des clauses et conditions de l'ensemble des pièces du Cahier des Charges.

➡ La Tarification

Elle sera proposée distinctement pour la Formule de base.

Elle sera déterminée pour la durée du marché par :

- Un taux provisionnel exprimé en pourcentage H.T. et T.T.C appliqué sur le coût total estimatif TTC du chantier, honoraires compris
L'Assureur devra faire apparaître la prime H.T. et T.T.C. Totale
- Un ajustement exprimé en pourcentage HT et TTC appliqué sur le décompte définitif TTC des travaux et des honoraires
Il ne pourra être supérieur au taux provisionnel.

L'Assureur devra faire apparaître la prime HT et TTC totale.

ARTICLE 7

PAIEMENT DES PRIMES / ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les primes du contrat devront être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renonçant à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris vote des crédits).

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- Le numéro et la date du marché,
- La désignation de la prestation exécutée,
- Le prix net H.T. de chaque prestation,
- Le taux et le montant des taxes en vigueur,
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées.

Les entreprises concernées par l'obligation de transmission de factures électroniques, en application de l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, devront désormais déposer leur facture sur le portail Chorus Pro, via le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Il est rappelé que l'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour l'utilisation du portail Chorus Pro, le titulaire devra s'assurer être en possession des éléments suivants :

- le n° de SIRET du budget concerné,
- le n° du bon de commande émis par l'ENSAM,
- le code service émetteur du bon de commande.

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir : un seul taux s'applique pour toute la durée du marché

ARTICLE 8

ETABLISSEMENT DEFINITIF DU CONTRAT

➤ Obligations à la charge de l'assureur

L'assureur s'oblige à signaler à l'assuré par écrit recommandé avec AR et ce dans le mois qui suit la date de réception définitive des travaux, toute pièce manquante requise par lui et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses).

➤ Obligations à la charge de l'assuré

L'assuré s'engage à informer l'assureur dès qu'il en a connaissance par écrit recommandé avec AR, de la date de réception des travaux.

L'assuré s'engage à fournir les pièces demandées par l'assureur dans sa proposition et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses).

ARTICLE 9

SINISTRES

Dès l'ouverture d'un dossier sinistre, l'Assureur s'engage à tenir régulièrement l'assuré informé du déroulement des opérations et du suivi de la réclamation.

➤ Obligations à la charge de l'assuré

- Intervenir pour en limiter les conséquences, en prenant éventuellement toutes mesures conservatoires et préventives en accord avec l'Assureur
- Le déclarer de manière circonstanciée à l'Assureur dans les 5 jours suivant la date à laquelle il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou force majeure
- La déclaration de sinistre devra comporter au moins les éléments suivants :
 - Le numéro de la police d'assurance
 - Le nom du propriétaire de l'ouvrage objet de la garantie
 - L'adresse de la construction endommagée
 - La date de réception ou à défaut, celle de la première occupation des locaux
 - La date d'apparition des dommages ainsi que leur description et leur localisation
 - Une copie de la mise en demeure effectuée si la déclaration survient pendant la Période de parfait achèvement
- Communiquer à l'Assureur dans les 48 heures toute pièce de procédure reçue par lui
- Justifier de l'existence et de la valeur des biens sinistrés.

➤ Obligations à la charge de l'assureur

Verser l'indemnité dans les délais et selon la procédure prévue par le Code des Assurances.

➤ Expertise

L'expertise sera diligentée dans les conditions prévues par le Code des Assurances.

Toutefois ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque encouru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance,
- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, par une action ou citation en justice, commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, par la désignation d'un expert après sinistre, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré pour paiement d'une cotisation, et par l'assuré à l'assureur pour le paiement de l'indemnité.

ARTICLE 10

PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché d'assurance, les données à caractère personnel seront traitées par l'Assureur. En tant que responsable de traitement, l'Assureur s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

ENSAM

LOT N°1

ASSURANCE

**« DOMMAGES OUVRAGE ET GARANTIES
COMPLEMENTAIRES »**

**Destiné aux TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA
RESIDENCE UNIVERSITAIRE A CLUNY**

ACTED'ENGAGEMENT

Procédure adaptée selon les articles R. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la Commande Publique

Partie réservée à l'administration

➡	Date du marché	:
➡	Montant	:
➡	Imputation	:

Représentant du Pouvoir adjudicateur :

Monsieur le Directeur de l'ENSAM

Ordonnateur :

Monsieur le Directeur de l'ENSAM

Comptable public assignataire des paiements :

Agence comptable de l'ENSAM

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

Monsieur le Directeur de l'ENSAM

D'une part,

Et

La Compagnie d'assurances :

Qui, par mandat du

A donné mission de (décrire l'étendue des missions) :

A l'intermédiaire ci-après dénommé

Agissant en qualité de	Courtier ou Agent*	Représentant la compagnie d'assurances :
Nom et raison sociale		
Adresse		
Téléphone Fax : Courriel :		
N°d'Inscription au registre du commerce de :		
Immatriculation Siret :		
Code APE		

***barrer la mention inutile**

Désigné dans ce qui suit sous le vocable « l'assureur »

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1

ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR

L'assureur s'engage :

- Après avoir pris connaissance et accepté sans modification le **C.C.A.P.** joint et les documents suivants : **C.C.T.P., CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES et DESCRIPTIF DE L'OPERATION** - qui constituent le cahier des charges, sous la forme d'un contrat d'assurances,
- Après avoir fourni les documents des articles R. 2143-3 à R. 2143-16 du Code de la Commande Publique

À exécuter dans leur intégralité l'ensemble des clauses et conditions définies au cahier des charges.

L'offre ainsi présentée ne le lie toutefois que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de **180 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixées par le règlement de consultation.

ARTICLE 2

DUREE DU MARCHE

- Prise d'effet : selon l'article 5 du CCAP approuvé
- Durée : selon l'article 5 du CCAP approuvé

ARTICLE 3

TARIFICATION – APERITION

SOLUTION DE BASE

COUT TTC ESTIMATIF DE L'OPERATION :

3 105 693 € TTC (voir CCTP et descriptif de l'opération)

GARANTIES	MONTANT DE GARANTIE	TAUX		PRIME	
		HT	TTC	HT	TTC
GARANTIE DE BASE ASSURANCE DOMMAGES A L'OUVRAGE	MONTANT ESTIMATIF TTC DE L'OPERATION				
GARANTIE COMPLEMENTAIRE BON FONCTIONNEMENT (Art 2.1 des conditions générales de garanties)	650 000 €				
GARANTIE COMPLEMENTAIRE DOMMAGES IMMATERIELS (Art 2.2 des conditions générales de garanties)	650 000 €				
GARANTIE COMPLEMENTAIRE DOMMAGES AUX EXISTANTS (Art 2.3 des conditions générales de garanties)	650 000 €				
TOTAL					

Prime TTC exprimée en toutes lettres :

APERITION

- Compagnie apéritrice :
- Pourcentage d'apérition :
- Co-assurance éventuelle :

ARTICLE 4

OBSERVATIONS PAR RAPPORT AU DCE

Observations éventuelles devant faire l'objet, en annexe d'une énumération précise.

Nombre d'observations :

Dans le cas où vous joignez vos conditions générales et des pièces annexes, veuillez IMPERATIVEMENT renseigner le tableau suivant

CONDITIONS GENERALES	OUI	NON
• Vos conditions générales complètent-elles les dispositions du cahier des charges ?		
• Dans ce cas :		
▪ La clause la plus favorable s'applique-t-elle ?		
▪ Les exclusions de vos conditions générales non prévues dans notre cahier des charges se rajoutent-elles ?		
PIECES ANNEXES	OUI	NON
• Vos pièces annexes complètent-elles les dispositions du cahier des charges ?		
• Dans ce cas :		
▪ La clause la plus favorable s'applique-t-elle ?		
▪ Les exclusions de vos pièces annexes non prévues dans notre cahier des charges se rajoutent-elles ?		

ARTICLE 5

PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché par mandatement au crédit du compte suivant :

Titulaire du compte				
Domiciliation				
Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB	FR
IBAN				
BIC				

(Joindre impérativement le relevé d'identité bancaire)

Fait à , le
Mention manuscrite « Lu et approuvé »
Le candidat

CHOIX DE L'ENSAM

LOT N°1

**ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE ET GARANTIES COMPLEMENTAIRES » APPLICABLE
AUX TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE LA RESIDENCE UNIVERSITAIRE A CLUNY**

FORMULES	TAUX		PRIME	
	HT	TTC	HT	TTC
Formule de base				

LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre
Pour valoir acte d'engagement

A, le.....

DATE DE NOTIFICATION AU TITULAIRE :

**Il est demandé au candidat retenu après réception de la présente acceptation de faire
parvenir à l'ENSAM une note de couverture.**

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT

Cette annexe constitue un élément de l'offre et doit être obligatoirement remplie et détaillée de façon circonstanciée. Elle sera le seul élément d'appréciation, les candidats sont invités à ne pas faire de renvoi à un quelconque document (mémoire technique notamment). Seule cette annexe sera contractuelle.

GESTION DE LA VIE DU CONTRAT ET DÉCLARATION DES SINISTRES

➤ Modalité de gestion des dossiers

Gestionnaire dédié, responsable de l'ensemble de la gestion du contrat et des relations avec l'ENSAM :

Délai moyen de réponse à une demande de renseignement : jours

L'assureur ou son mandataire s'engage-t-il à se déplacer, sur demande de l'assuré, pour la mise au point définitive du contrat ?

OUI / NON

L'assureur ou son mandataire assiste-t-il l'assuré dans la récupération et la vérification des attestations de responsabilité décennale ?

OUI / NON

Si oui, de quelle manière :

Mémoire de gestion joint ?

OUI / NON

L'assureur retenu subordonne-t-il l'émission de son contrat à des réponses demandées dans un questionnaire complémentaire ?

OUI / NON

➤ Modalité de gestion des sinistres

Délais moyens et modalités d'instruction des sinistres :

➤ Délai moyen d'accusé réception : jours

➤ Limitation des frais d'expertise par année

OUI / NON

➤ Limitation des frais d'expertise par montant

OUI / NON

➤ Limitation du nombre d'expertises par année

OUI / NON

L'assureur s'oblige-t-il à signaler à l'assuré par écrit recommandé avec AR et ce dans le mois qui suit l'information de la date de réception définitive des travaux, toute pièce manquante requise par lui et conditionnant la mise en œuvre de la garantie (attestations de responsabilité décennale, procès-verbaux de réception, documents et études diverses) ? :

OUI / NON

L'assureur ou son mandataire s'engage-t-il, sur la demande de l'assuré, à se déplacer en cas de sinistre ? :

OUI / NON

En cas de désaccord sur la prise en charge des désordres, l'assureur s'oblige-t-il, sur demande de l'assuré, à organiser une réunion entre toutes personnes autorisées, chaque partie conservant à sa charge les frais générés par cette réunion ? :

OUI / NON

Mémoire de gestion joint ? :

OUI / NON

Fait à, le
Signature du représentant de la compagnie